

Vu l'avis n° 51.698/1/V du Conseil d'Etat, donné le 2 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'arrêté ministériel du 19 août 2009 instaurant un régime de paiement unique et établissant certains régimes d'aide pour agriculteurs et portant application de la conditionnalité pour ce qui concerne la mise en œuvre des compétences partagées en vue d'une identification commune d'agriculteurs, d'exploitations et de terres agricoles dans le cadre de la politique relative aux engrais et de la politique de l'agriculture, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 16 mai 2012, le paragraphe 5 est rétabli dans la rédaction suivante :

« § 5. Un agriculteur désirant entrer en ligne de compte pour l'année 2011 pour l'aide pour la participation aux régimes de qualité alimentaire prévus par le Règlement (CE) n° 834/2007, visé à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 septembre 2011 portant octroi d'une aide en application du programme flamand de développement rural relatif à la participation aux régimes agréés de qualité alimentaire et aux actions connexes de promotion de produits agricoles, ou pour l'aide pour la participation aux régimes agréés de qualité alimentaire instaurés par les Règlements (CE) n° 509/2006 et (CE) n° 510/2006, visés à l'article 8 de l'arrête précité, introduit la demande d'aide et la demande de paiement par une modification de la demande unique.

Par dérogation à l'article 4, § 4, alinéa premier, un agriculteur peut demander l'aide, visée à l'alinéa premier, jusqu'au 31 décembre 2011 inclus. L'article 4, § 4, alinéa deux, ne s'applique pas à la modification de la demande unique concernant uniquement la demande de cette aide.

La demande de modification de la demande unique, visée à l'alinéa premier, comprend au moins les données suivantes :

1° les données d'identification de l'agriculteur qui demande l'aide, à savoir :

a) les nom et prénom. Si le demandeur est une personne morale, la demande contient la dénomination de la personne morale et le nom et le prénom de la personne représentant la personne morale;

b) l'adresse ou le siège social;

c) le numéro d'agriculteur;

2° une déclaration que l'agriculteur a participé en 2011 à un ou plusieurs régimes de qualité alimentaire, visés au présent paragraphe, et qu'il demande de l'aide conformément au présent article. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 9 septembre 2011.

Bruxelles, le 11 octobre 2012.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3370

[2012/206410]

29 OCTOBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, modifié par le décret du 22 décembre 2010, et l'article 28bis, inséré par le décret du 22 décembre 2010;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'avis 51.560/2/V du Conseil d'Etat, donné le 16 juillet 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000 est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« La déclaration effectuée par le déclarant en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement vaut notification au directeur.

Dans les huit jours à compter de la date de la réception de la déclaration conformément aux dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'autorité compétente en transmet une copie au directeur par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi. Elle en informe le déclarant dans le même délai.

La déclaration urbanistique préalable effectuée par le déclarant en vertu de l'article 263 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie vaut notification au directeur.

Dans les huit jours à compter de la réception de la déclaration urbanistique préalable conformément aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'autorité compétente en transmet une copie au directeur par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi. Elle en informe le déclarant dans le même délai. »

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000, l'article 5, dont le texte actuel formera le paragraphe 2, est complété par un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Sont soumis à notification préalable, au sens de l'article 28, § 4, alinéa 3, de la loi :

1° les activités soumises à déclaration en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, lorsque la réalisation du projet auquel elles correspondent ne requiert pas l'obtention d'un permis d'urbanisme en application du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

2° les actes et travaux soumis à déclaration urbanistique préalable en vertu de l'article 263, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie. »

Art. 3. Le point 2 de l'annexe IX de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par le cadre suivant :

L'établissement est-il situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000 ou d'un site candidat au réseau Natura 2000 ?

OUI : références du site ou, s'il s'agit d'un site Natura 2000, références de la ou des unités de gestion concernées :

NON

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de la Nature sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 octobre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3370

[2012/206410]

29. OKTOBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere des Artikels 28, abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 und des Artikels 28bis, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des am 16. Juli 2012 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.560/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität und des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 7 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung wird durch vier Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Die durch den Erklärungsspflichtigen aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung abgegebene Erklärung gilt als Zustellung an den Direktor.

Binnen acht Tagen ab dem Empfangsdatum der Erklärung gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung übermittelt die zuständige Behörde eine Kopie dieser Erklärung dem Direktor durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann. Innerhalb derselben Frist setzt sie den Erklärungsspflichtigen davon in Kenntnis.

Die vorherige städtebauliche Erklärung, die der Erklärungspflichtige aufgrund des Artikels 263 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie abgegeben hat, gilt als Zustellung an den Direktor.

Binnen acht Tagen ab dem Empfang der vorherigen städtebaulichen Erklärung gemäß den Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie übermittelt die zuständige Behörde eine Kopie dieser Erklärung dem Direktor durch jegliches Mittel, durch das der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann. Innerhalb derselben Frist setzt sie den Erklärungsspflichtigen davon in Kenntnis.»

Art. 2 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, wird Artikel 5, dessen derzeitiger Text den § 2 bilden wird, durch einen § 1 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 1 - Die folgenden Tätigkeiten unterliegen der vorherigen Mitteilung im Sinne von Artikel 28 § 4 Absatz 3 des Gesetzes:

1° Tätigkeiten, die aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung einer Erklärung unterliegen, wenn für die Durchführung des Projekts, mit dem sie in Zusammenhang stehen, die Erlangung einer Städtebaugenehmigung in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie nicht erforderlich ist;

2° Handlungen und Arbeiten, die aufgrund des Artikels 263 § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie einer vorherigen städtebaulichen Erklärung unterliegen.»

Art. 3 - Punkt 2 der Anlage IX des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch das nachstehende Feld ergänzt:

Befindet sich der Betrieb innerhalb oder in der Nähe eines Natura 2000-Gebiets oder eines um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiets?

JA: Referenzen des Gebiets oder, wenn es sich um ein Natura 2000-Gebiet handelt, Referenzen der betroffenen Verwaltungseinheit(en):

.....

NEIN

Art. 4 - Der Minister für Umwelt und Raumordnung und der Minister für Natur sind, jeder in seinem Zuständigkeitsbereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf den Ablauf einer zehntägigen Frist folgt, die am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* beginnt.

Namur, den 29. Oktober 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3370

[2012/206410]

29 OKTOBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en de diverse uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties en het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 28, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 en artikel 28bis, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Erfgoed;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en de diverse uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op advies 51.560/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 16 juli 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vaststelling van sommige modaliteiten van de preventieve regeling die van toepassing is op de Natura 2000-locaties wordt aangevuld met vier leden luidend als volgt :

« De verklaring verricht door de aangever krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning geldt als kennisgeving aan de directeur.

Binnen de acht dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de verklaring overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning maakt de bevoegde overheid er een afschrift van aan de directeur over bij elk ander middel om aan het schrijven een vaste datum te verlenen. Daarover licht ze de aangever binnen dezelfde termijn in.

De voorafgaandelijke stedenbouwkundige verklaring van de aangever krachtens artikel 263 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie geldt als kennisgeving aan de directeur.

Binnen de acht dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de voorafgaandelijke stedenbouwkundige verklaring overeenkomstig de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie maakt de bevoegde overheid er een afschrift van aan de directeur over bij elk ander middel om aan het schrijven een vaste datum te verlenen. Daarover licht ze de aangever binnen dezelfde termijn in. »

Art. 2. In het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen van toepassing op de Natura 2000-locaties en op de locaties die zich voor Natura 2000 kandidaat hebben gesteld, wordt artikel 5, waarvan de huidige tekst paragraaf 2 zal vormen, aangevuld met een paragraaf 1, luidend als volgt :

« § 1. Een voorafgaandelijke kennisgeving in de zin van artikel 28, § 4, lid 3, van de wet is nodig voor :

1° de activiteiten waarvoor een verklaring nodig is krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wanneer de uitvoering van het project waarvan ze beantwoorden de verkrijging van een stedenbouwkundige vergunning overeenkomstig het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie niet vereist;

2° de handelingen en werken onderworpen aan een voorafgaandelijke stedenbouwkundige verklaring van de aangever krachtens artikel 263, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie. »

Art. 3. Punt 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en de diverse uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met volgend veld :

Is de inrichting in of in de nabijheid van een Natura 2000-(kandidaat-)site gelegen ?

JA : refertes van de locatie of, indien het een Natura 2000-locatie is, refertes van de betrokken beheerseenheid/ -eenheden :

.....

NEE

Art. 4. De Minister van Leefmilieu en Ruimtelijke Ordening en de Minister van de Natuur worden elk wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen ingaand op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 29 oktober 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO